

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45000 Orléans

Orléans, le 17/09/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SIDESUP**

12 rue du Moulin  
45300 Engenville

Références : VAT2024485  
Code AIOT : 0010001019

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2024 dans l'établissement SIDESUP implanté 12 rue du Moulin 45300 Engenville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection réactive suite à un incendie survenu le 19 juillet 2024 sur la chaîne post-granulation de pellets de luzerne.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIDESUP
- 12 rue du Moulin 45300 Engenville
- Code AIOT : 0010001019
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIDESUP, coopérative de déshydratation de pulpes de betterave, de luzerne et de bois bénéficie pour son établissement de l'arrêté préfectoral du 28/12/2021. Elle exerce également une activité de fabrication et de stockage de pellets de pulpes de betterave, de luzerne et de bois.

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.8.7	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 2.5.1	Sans objet
3	Avaloirs de collecte des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 3.1.5	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.5.3 V	Sans objet
5	Gestion des déchets de luzerne	Arrêté Préfectoral du 28/12/2024, article 5.1.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie est survenu le 19 juillet 2024 sur la chaîne post-granulation de pellets de luzerne. En 2019, un incendie s'était déclaré dans un stockage en vrac de pellets de luzerne déshydratée.

L'inspection relève lors de cette inspection "à tiède" que le plan d'opération interne n'a pas été activé par l'exploitant.

Les pompiers sont intervenus suite au signalement du départ de feu par un tiers.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration et rapport
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un incendie s'est déclaré en fin de journée le 19 juillet 2024 dans le bâtiment déshydratation après process de granulation lors d'une campagne de fabrication de pellets de luzerne au niveau du refroidisseur n°1 de la ligne 25000.</p> <p>Par courriel du 19 juillet 2024, la société SIDESUP a informé l'inspection des installations classées de la survenue de ce sinistre. L'exploitant indique qu'à 23h30 l'incendie est maîtrisé et que les dégâts sont uniquement matériels.</p> <p>Selon l'exploitant, les fortes températures de ces dernières heures couplées à un pourcentage de 80 % une matière sèche de la luzerne expliquent sans doute l'origine du feu. Lors de l'inspection réalisée à tiède, l'exploitant précise la chronologie du sinistre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vers 19h - détection d'une étincelle au niveau de la tête d'élévateur avant la chaîne de refroidissement des pellets de luzerne. Une levée de doute est réalisée visuellement à l'aide d'une caméra thermique par le salarié en poste. Il conclut à l'absence de point chaud et constate que le refroidisseur n°1 est rempli à son niveau haut.</li> <li>• 20h - lors d'une ronde de contrôle, aucun point chaud n'est relevé et le niveau de remplissage du refroidisseur est revenu à un niveau normal de fonctionnement.</li> <li>• 21h27 - détection de vingt étincelles au niveau du refroidisseur n°1. La ventilation du refroidisseur est automatiquement coupée. La vérification visuelle effectuée conclut à une combustion de pellets dans le refroidisseur. L'alimentation de la chaîne de refroidissement et les énergies sont coupées manuellement. Les salariés attaquent le départ de feu dans le process post granulation.</li> <li>• 21h45 - l'incendie se propage dans les manches du cyclofiltre n°3. L'exploitant envoie le cyclofiltre par manœuvre d'une vanne d'eau située au sommet de celui-ci pour éviter une propagation en aval du process.</li> <li>• 21h50 - Arrivée des pompiers alertés par un tiers sans que l'exploitant ait activé son POI. L'évacuation des salariés de l'établissement est réalisée. Les pompiers procèdent à l'exploration du bâtiment puis débutent leurs opérations d'extinction de l'incendie.</li> <li>• Après extinction, les pompiers assistés du personnel ont poursuivi leurs investigations à la recherche de points chauds résiduels jusqu'à leur départ entre 4h et 6h.</li> </ul> <p>Les équipements principalement impactés par le sinistre sont, selon l'exploitant, le refroidisseur n°1, le cyclofiltre à manche n°3, les chemins de câbles électriques, la tête de convoyeur et la vis sans fin en sortie de granulation de la ligne 25000.</p> <p>L'inspection relève des dégâts conséquents sur ces équipements. Tous les soufflets</p>

compensateurs de dilatation en toile entre les brides du process de refroidissement ont été détériorés dans l'incendie, de la tête de convoyeur jusqu'au cyclofiltre n°3 de la chaîne process post granulation.

L'exploitant précise qu'une évaluation plus exhaustive des dégâts est en cours et qu'un rapport d'accident sera transmis à l'inspection des installations classées.

L'exploitant évoque une potentielle reprise d'activité sous quinze jours.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées:

- demande à être informée du redémarrage de l'installation et des conditions dans lesquelles celui-ci a lieu, en particulier les tests avant redémarrage effectués par l'exploitant, les remises en état effectuées et les contrôles de conformité / d'état avant redémarrage,
- demande à être informée des éventuelles mesures compensatoires mises en œuvre par l'exploitant afin d'éviter tout renouvellement d'un événement accidentel (renforcement des rondes de surveillance, suivi de manière accrue de la température des produits finis dans les magasins de stockage, ilotage...)
- confirme l'attendu d'un rapport d'accident.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Plan d'opération interne**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.8.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan d'opération interne

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose, en collaboration avec la société Union de Stockage des Coopératives du Pithiverais, un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) commun aux deux établissements, sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans leurs études de dangers, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel des 2 établissements, les populations et l'environnement. [...]

En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I., en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R 512-29 du code de l'environnement. [...]

**Constats :**

Le Plan d'opération interne (POI) commun d'août 2023 dans sa version 7 fixe les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident.

La fiche A1 décrit le schéma d'alerte sous forme de logigramme et indique en quatrième phase du schéma qu'il faut prévenir un responsable (fiche 04).

La fiche O4 est la fiche réflexe relative au directeur des opérations interne et désigne un seul responsable pour :

- Évaluer le sinistre et déclencher le POI ;
- Appeler les secours extérieurs ;
- Diriger les opérations de secours et de lutte contre l'incendie jusqu'à l'arrivée des secours extérieurs ;
- Définir les moyens nécessaires en hommes et en matériels.

**L'inspection relève qu'aucune personne n'est nommée en remplacement de la personne désignée en tant que DOI en cas d'indisponibilité de celle-ci.**

La fiche A4 indique pour numéro d'appel d'alerte de la DREAL le numéro de l'unité départementale du Loiret opérationnel sur des horaires ouverts. Il conviendrait de prévoir une information sur la boîte générique de l'UD45 hors de ces plages horaires ouverts.

**L'exploitant indique lors de l'inspection que le POI n'a pas été déclenché.**

Par ailleurs, les fiches E4 décrivent les risques identifiés dans l'atelier déshydratation (zone 3) et les effets des scénarii.

Les risques majeurs identifiés sont :

- Rupture totale de canalisation et inflammation du nuage de gaz ;
- Explosion du futur foyer biomasse associé au tambour sécheur ;
- Explosion des cyclones sortie sécheurs.

L'incendie s'est déclaré dans le process post-granulation dans la chaîne de refroidissement des pellets.

Ce scénario d'incendie n'a pas été retenu dans le POI.

De plus il est indiqué que les moyens de lutte disponibles sur la zone 3 sont :

- extincteurs ;
- pulvérisateurs manuels à différents endroits de l'usine ;
- seaux d'eau à différents endroits dans l'usine.

Compte-tenu de la cinétique de l'incendie du 19 juillet 2024 de 21h45 à 6h le lendemain, de l'occurrence de ce type événement, des dégâts occasionnés à l'outil de travail et du risque potentiel de propagation de l'incendie après cyclofiltre, il conviendrait que l'exploitant examine l'opportunité de réévaluer les scénarii A12 à A14 de son étude de dangers, de justifier que les mesures de maîtrise des risques et que les moyens de lutte sont adaptés.

**Constat : Absence de prise en compte du scénario incendie post-granulation dans le Plan d'organisation interne de 2023.**

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Avaloirs de collecte des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussières
Prescription contrôlée :
Pour les stockages de luzerne et de pulpe en attente de traitement, les mesures suivantes sont

<p> mises en œuvre sur l'aire de réception afin de prévenir l'envol de poussières :  [...]  - Les avaloirs de collecte des eaux de ruissellement situés à proximité de l'aire de réception et de chargement des trémies sont régulièrement curés afin de prévenir l'accumulation de poussières ;  [...]  </p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que les avaloirs situés sur la zone d'entreposage des luzernes sont obstrués par de la luzerne.</p> <p>L'exploitant indique que l'écoulement des eaux météoriques de l'orage survenu dans les deux jours suivant l'incendie a entraîné principalement de la luzerne dans les avaloirs.</p> <p>L'exploitant précise qu'il va procéder à leur curage et éliminer les boues de curage comme déchets industriels.</p> <p><b>Constat : Absence d'écart relevé</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/12/2021, article 7.5.3 V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions et confinement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>[...]</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 600 m<sup>3</sup>. La vidange doit suivre les principes imposés par le présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les eaux potentiellement polluées lors de l'incendie sont confinées dans le bassin étanche 5008 situé au nord et précise que le dispositif de relevage des eaux de ce bassin dans le bassin sud n'est pas activé.</p> <p>L'exploitant précise qu'il va procéder aux analyses des eaux avant rejet dans le bassin 5009 au sud pour s'assurer que les eaux susceptibles d'être polluées peuvent être épandues, et qu'à défaut de conformité, les eaux seront éliminées comme déchet industriel.</p>

L'inspection recommande d'analyser également les 28 PFAS potentiellement contenus dans les émulseurs utilisés par les pompiers.

**Constat : Absence d'écart relevé**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Gestion des déchets de luzerne**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2024, article 5.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

**Constats :**

L'équipe d'inspection relève la présence merlons de luzerne entreposés à l'extérieur du site. Cette luzerne bio devait être traitée et transformée en pellets dans la chaîne 25000.

L'exploitant indique que la luzerne a été exposée eaux météoriques lors d'un orage survenu dans les deux jours suivant l'incendie de la chaîne de fabrication et que désormais elle est impropre à une utilisation dans le process.

Par ailleurs, l'ensemble du process ayant été ennoyé lors de l'intervention des pompiers, les installations ont été vidées de la luzerne en cours de transformation.

L'exploitant précise que ces déchets de luzerne seront éliminés en méthanisation et qu'il justifiera de leur élimination.

**Constat : Absence d'écart relevé**

**Type de suites proposées :** Sans suite